

LA DEREGLEMENTATION CONTINUE BUDGET 2007 : UN BUDGET DE REGRESSION

LE SERVICE PUBLIC D'EDUCATION EN DANGER

Personnels enseignants

- 4100 postes créés dans le premier degré (un poste créé pour 45 élèves en plus)
- 8700 postes supprimés dans le second degré (un poste supprimé pour 8 élèves de moins)
- Augmentation des heures supplémentaires, évaluation au mérite
- Réduction du nombre de postes offerts aux concours, comme chaque année

Personnels non enseignants

- TOS transférés aux collectivités territoriales
- Suppression de postes de personnels administratifs à tous les niveaux
- Dégradation des conditions de travail

Dans les établissements

- remplacements non assurés malgré l'effet d'annonce médiatique
- dédoublements pas assurés
- Recrutement de personnels précaires, et renforcement de la précarisation avec un pseudo CDI
- regroupement d'élèves avec des programmes différents ou de niveaux différents
- fermeture de sections de lycées professionnels au nom de rentabilité
- mise en œuvre de la mixité et la globalisation des services
- orientation des jeunes vers des sections en alternance et l'apprentissage
- contrat d'objectif basé sur la performance

NOUS NE POUVONS LAISSER SE DEGRADER LE SERVICE PUBLIC ET LE SERVICE PUBLIC D'EDUCATION, FONDEMENTS DE LA REPUBLIQUE LAÏQUE

POUR DES ORIENTATIONS BUDGETAIRES QUI PERMETTENT

- un encadrement des jeunes par des adultes, notamment avec des MI-SE formés
- le maintien et le renforcement des SEGPA et des structures de l'enseignement spécialisé
- un service public d'éducation permettant la réussite scolaire des jeunes et leur insertion tant professionnelle que sociale par la valorisation de l'enseignement professionnel public
- une nécessaire augmentation du nombre de postes offerts aux concours
- le développement des garanties statutaires et un plan de titularisation des personnels précaires
- une augmentation des salaires de la Fonction Publique permettant le rattrapage des retards, et la progression du pouvoir d'achat,

LE 28 SEPTEMBRE 2006

ENSEMBLE MOBILISONS NOUS

**POUR DEFENDRE DES ORIENTATIONS BUDGETAIRES NECESSAIRES
POUR L'EGALITE DES DROITS D'ACCES A L'ECOLE POUR TOUS LES JEUNES**